

Média et société demain : lutte pour la gestion du symbolique
The Media and tomorrow's society: the struggle for the
management of symbols
Los medios de comunicación y la sociedad del mañana: la lucha
por la gestión de lo simbólico

Michel Vuille et P. Beaud

Numéro 6 (46), automne 1981

Médias communautaires ou médias libres

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034975ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034975ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vuille, M. & Beaud, P. (1981). Média et société demain : lutte pour la gestion du symbolique. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (6), 129–131.
<https://doi.org/10.7202/1034975ar>

Résumé de l'article

Les professionnels de la communication développent une vision petite bourgeoise du monde et de la régulation de ses conflits : il en résulte qu'une « culture moyenne » (de classes moyennes) devient prédominante. Ouvriers et employés sont ainsi exclus d'une bataille dont l'enjeu est symbolique et leur rapport au changement social ne peut se situer que dans les domaines de l'utopie et de l'imaginaire. Les médias sont un moyen de production d'une classe sociale : cheminement actuel de la petite bourgeoisie vers le contrôle de l'intervention sur le social, à l'image de l'ascension de la bourgeoisie au moment de l'avènement de la société industrielle.

Média et société demain : lutte pour la gestion du symbolique

P. Beaud

Entretien conduit par Michel Vuille

Premier assistant à l'Institut de sociologie des communications de masse à l'Université de Lausanne, P. Beaud a conduit ces dernières années plusieurs recherches empiriques sur la situation et le développement de différents media dans nos sociétés (notamment la télévision communautaire au Québec et en France, à la demande du Conseil de l'Europe).

Ses préoccupations actuelles vont dans le sens de la théorisation et il nous livre ici quelques réflexions et thèses d'ordre général sur le rôle que les media tendent à jouer dans la gestion des nouveaux rapports de classes au sein de la société post-industrielle.

Quelle évaluation globale fais-tu des expériences d'animation sociale basées sur l'utilisation de media communautaires ?

Le concept de « développement communautaire » nous vient d'Amérique du Nord ; dès 1968, un courant dit d'animation locale apparaît en Europe qui reprend en gros les objectifs et les pratiques que les Américains ont révélés à travers leurs nombreux programmes d'action sociale ; que ce soit aux USA, au Québec ou en Europe, ce sont les mêmes catégories de gens qui construisent les projets d'action communautaire et ils posent les problèmes de la même façon.

Les critiques principales que l'on peut adresser à ces mouvements, c'est qu'ils véhiculent une conception utopique de la technologie, qu'ils rédui-

sent le communautaire au psychologique et qu'enfin ils produisent une vision géographique et non socio-culturelle du milieu local. Bref, on ne peut que relever le misérabilisme de ce type d'expériences, sur le plan du résultat de l'action, comme sur celui du changement social.

Cela signifie-t-il, autrement dit, que les expériences d'action communautaire sont restées en marge des lieux de production et de développement de la société post-industrielle ?

En effet, on assiste actuellement à un processus de décontextualisation et de recontextualisation des conflits de classes qui ne ressemble ni à l'avènement d'une société plus conviviale, ni au renforcement de la société de masse : l'administration du social passe désormais par le symbolique (passage à la société sectorisée et tertiariée) et partout on trouve les classes moyennes (ascension de la petite bourgeoisie), notamment dans le domaine des media ; autrement dit, l'économique est désormais étroitement lié au symbolique, mais le passage au symbolique ne signifie pas la fin du social (comme le suggère par exemple Baudrillard), mais une autre gestion du social où les classes moyennes deviennent prédominantes. À ce propos, on peut reprendre les thèses de Lyotard¹ qui insiste sur le fait que « la composante communicationnelle devient chaque jour plus évidente à la fois comme réalité et comme problème » et que la question du lien social

est basée désormais sur les jeux de langage. La stratégie pour les groupes sociaux est alors de jouer des coups et pour l'État de gérer les conflits immanents à ce jeu (conflits topologiques). « La grande affaire, écrit Lyotard, devient et deviendra de disposer des informations que ceux-ci (les automates) devront avoir en mémoire afin que les bonnes décisions soient prises. La disposition des informations est et sera du ressort d'experts en tous genres. La classe dirigeante est et sera celle des décideurs. Elle n'est déjà plus constituée par la classe politique traditionnelle, mais par une couche composite formée de chefs d'entreprises, de hauts fonctionnaires, de dirigeants des grands organismes professionnels, syndicaux, politiques, confessionnels » (p. 30).

Est-ce à dire que les professionnels des media se situent ipso facto dans le camp des décideurs ?

On observe à l'heure actuelle une autonomisation des journalistes par rapport au social et par rapport à l'événement ; la tendance est que les journalistes remplacent progressivement les élites intellectuelles traditionnelles ou tout au moins que les intellectuels doivent de plus en plus compter avec le système des media pour diffuser leurs idées et leurs connaissances (cf. par exemple les écrivains et les auteurs qui, en France, reçoivent une sorte de consécration en passant par la prestigieuse tribune d'« Apostrophe », l'émission de B. Pivot). Le lien social se (re)crée ainsi en partie à travers les media. Les professionnels de la communication développent une vision petite bourgeoise du monde et de la régulation de ses conflits : il en résulte qu'une « culture moyenne » (de classes moyennes) devient prédominante...

Pour participer à cette « culture moyenne », il est sans doute nécessaire de posséder un capital culturel qui s'apparente précisément à celui des membres des classes moyennes ; qui en est exclu ?

Les ouvriers et les employés prolétaires sont d'emblée exclus d'une bataille dont l'enjeu est symbolique (même si des syndicats mettent en place des réseaux d'information locale qui fonctionnent bien, il ne s'agit ici que d'instrumenter autrement un mode de négociation traditionnel du pouvoir). La relation au social de l'ouvrier et du petit employé est déterminée par un rapport économique brutal (pas de négociation au sujet d'une relative auto-

mie dans les situations et les pratiques de travail) : il en découle pour eux que leur rapport au changement social ne peut se situer que dans les domaines de l'utopie et de l'imaginaire...

La petite bourgeoisie négocie au contraire avec le social sur le plan symbolique : position privilégiée de pouvoir se vendre de façon polyvalente, boulimie pour la presse spécialisée, etc. Avec son cortège de nouvelles professions : savoir-faire, savoir vendre, savoir se vendre (publicité) et capitalisation de moyens d'intervention sur le social

Les ouvriers et les employés prolétaires n'ont-ils dès lors pas accès à la culture des media ?

Il faut d'emblée relever un mensonge par omission : les media se présentent comme se présente l'école, à savoir comme une organisation qui favoriserait l'égalisation des chances, la réussite, l'autonomie et le développement individuels ; or, l'école et les media fonctionnent de telle sorte que des gens sont perdants et exclus (retards, échecs, lacunes, désimplification, etc.). L'enjeu autour de l'information, c'est en permanence de déplacer les barrières de l'accès aux savoirs (nouvelle barrière symbolique : l'accès aux moyens informatiques).

Les trois D que Dumazedier a mis à l'honneur au sujet des loisirs et de la culture populaire (*délasser, divertir et développer* la personnalité) sont un mythe, une formidable illusion. Pas plus que l'école, les media ne tendent à l'unification ou à l'homogénéisation, au contraire, ils discriminent : la TV par exemple *informe* une minorité (ceux qui savent l'instrumentaliser) et *divertit* la majorité silencieuse. Ainsi est révolu le temps des communications de masse, nous sommes entrés dans l'ère des publics-cibles, des programmes à option et de la radio ou de la télévision à la carte. Aux États-Unis, la spécialisation des chaînes est déjà réalisée !

La discrimination a deux aspects :

- 1) ceux qui ne possèdent pas de capital culturel sont dans une situation de « désimplification » ou « d'attention oblique » (Hoggart) par rapport aux media ;
- 2) ceux qui au contraire atteignent un seuil de capitalisation possible s'impliquent très fortement (dépendance et aliénation à la nature de leur capital).

Les media sont donc un moyen de production d'une classe sociale, production à partir de laquelle celle-ci accède à la reproduction : cheminement actuel de la petite bourgeoisie vers le contrôle de l'intervention sur la social, à l'image de l'irrésistible ascension de la bourgeoisie au moment de l'avènement de la société industrielle.

Cet appareil idéologique d'État (pour reprendre l'expression d'Althusser) n'est pas idéologique sur le plan du contenu qu'il produit, mais sur le plan des effets discriminatoires qu'entraîne son organisation, son mode d'organisation (comme l'école avec son curriculum caché ; en l'occurrence, il faut appeler Althusser à la rescousse pour comprendre Bourdieu et vice versa !).

Si le lien social se constitue de plus en plus autour de multiples jeux de langage, peut-on parler d'une culture moyenne, d'un ensemble de savoirs intégrés et homogènes ?

La capitalisation à travers les media n'est pas un travail facile, elle est incertaine : que prendre de

cette culture ? Les fils de petit bourgeois eux-mêmes ont de la peine à se situer par rapport à l'abondance d'informations et de connaissances qu'on leur transmet dans tous les domaines.

La recherche-action n'est-elle pas un moyen parmi d'autres pour lutter contre les inégalités face aux différentes formes de savoirs ?

La recherche-action peut cacher un piège de taille : celui de masquer les enjeux extérieurs, les enjeux liés aux rapports de classes ; dans ce cas, elle serait une reprise et une reproduction pure et simple de l'idéologie et des modes de gestion mis en œuvre aujourd'hui dans l'administration, dans l'application des politiques sociales et culturelles.

Note

¹ Lyotard, J.-F., *La Condition postmoderne*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.